
Ingo Kolboom

Quelle approche pour la Francophonie ?
Plaidoyer pour une réflexion allemande
et franco-allemande¹

La Francophonie internationale: de Hanoï à Moncton

La communauté francophone internationale vient d'achever son VIII^e « Sommet de la Francophonie ». Il s'est déroulé cette fois-ci, du 2 au 5 septembre 1999, à Moncton,² fief des Acadiens, au Nouveau-Brunswick, dont le gouvernement figure parmi les 52 États et gouvernements revendiquant avoir « le français en partage » pour se réunir, depuis 1986, tous les deux ans en « sommet ». Le dernier, à Hanoï en novembre 1997, avait parachevé la réforme d'une Francophonie multilatérale souffrant d'un bric-à-brac institutionnel³ afin de lui donner une nouvelle structure hiérarchique à la tête de laquelle figurent le sommet intergouvernemental et, à la suite d'Hanoï, un « Monsieur Francophonie » dans la personne de son nouveau secrétaire général, M. Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU. Celui-ci avait affiché à Hanoï une ambition on ne peut plus politique : façonner un nouveau profil international efficace pour la Francophonie, la transformer en une véritable Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), à savoir en faire un acteur actif dans la politique internationale et relever le défi de

1 Cet article est une réflexion approfondie et actualisée de ma conférence « Quels intérêts et quelles approches pour la Francophonie internationale? Le regard de l'autre – l'exemple allemand », Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, octobre 1998. L'auteur utilise le mot « francophonie » parfois avec un grand « F », parfois avec un petit « f », la majuscule se réfère à la Francophonie en tant qu'institution politique.

2 L'auteur fonde son commentaire sur ses propres observations lors du Sommet de Moncton, à titre d'observateur-médias. Voir aussi mon commentaire « Le nombrilisme ensoleillé de Moncton. Réflexions sur le VIII^e Sommet francophone » dans : *Iapétus. Bulletin de liaison scientifique afro-québécoise*, No. 3, 1999, sous presse.

3 Voir M. Tétu : *Qu'est-ce que la Francophonie ?* Vanves 1997 ; F.-P. Le Scouarnec, *La Francophonie*, Montréal 1997.

l'hégémonie anglo-américaine dans la culture universelle, en particulier dans le monde cybernautique. Mais le sommet de Hanoï de 1997 reste également lié à l'ambition de donner un autre cap politique à la Francophonie internationale, « celui de la démocratisation, de la promotion des droits de la personne, des peuples et des minorités », comme l'écrivait alors le rapporteur officiel (québécois) de Hanoï.

Certes, pour la petite ville de Moncton, fief des Acadiens et que certains journalistes prenaient pour la capitale du Nouveau-Brunswick, ce sommet francophone fut un événement extraordinaire qui fit refléter son nom dans les colonnes de la presse internationale. Pour les Acadiens, ce fut l'occasion d'une belle revanche sur l'histoire, qui leur permit d'accoler au nom de Monc(k)ton une autre connotation que celle d'un homme co-responsable du déplacement massif et forcé des Acadiens en 1755.⁴ Pour la Francophonie internationale, le VIII^e Sommet à Moncton aurait dû et pu être l'occasion d'évaluer le chemin parcouru depuis Hanoï et de mettre en lumière la progression d'une telle ambition de donner un cap politique à la mouvance francophone à la hauteur de ses propres idéaux. Il n'en fut rien. Le ciel bleu de Moncton couvrit une grande célébration d'autosatisfaction dont le sujet officiel, « les jeunes », servit essentiellement de prétexte pour escamoter les problèmes et questions si chers aux jeunes de ce monde et si indispensables à leur avenir : la démocratisation, les droits de la personne, des peuples et des minorités.

Certes, aucun discours officiel n'oublia de mentionner la « tragédie » lointaine des Acadiens ... tout en passant sous silence d'ailleurs les responsabilités. Mais personne ne souffla mot du Kosovo – malgré les membres de l'Organisation internationale de la Francophonie venus des Balkans, et encore moins de l'épuration ethnique au Timor oriental, qui se déroulait simultanément au Sommet – malgré les membres asiatiques de l'OIF. Personne ne nota les contradictions d'une politique française qui n'hésite pas à vanter la richesse culturelle du Nunavut résultant de son statut minoritaire, après avoir polémique pendant de longs mois pour masquer son refus de ratifier la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Et s'il n'y avait pas eu, en marge de la grand-messe, un petit « sommet parallèle » alternatif, organisé par des groupes des droits de l'homme, et dont l'écho fut grand – qui aurait parlé, depuis Moncton, à haute voix des cas les plus flagrants en matière de démocratie et d'Etat de droit, parmi les membres de la Francophonie organisée et, qui plus est, présents sur les lieux, à savoir les deux Congo, les Comores, la Guinée-Bissau, le Niger, et le Cambodge, pour ne citer que quelques exemples ? Et s'il n'y avait pas eu à Moncton autour

4 Pour l'histoire et le présent des Acadiens de 1604 jusqu'à aujourd'hui, voir l'excellent survol de Maurice Basque et al.: *L'Acadie de l'Atlantique*, Société Nationale de l'Acadie et al., Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, Moncton 1999 (Collection Francophonie).

du Sommet cette formidable présence inofficielle des Acadiens sur place, des Francophones venus de tous les coins de l'Amérique du Nord et du monde entier, l'observateur allophone aurait eu du mal à scruter dans la langue de bois des fonctionnaires et diplomates de l'OIF la richesse d'un espace francophone international, vivant et chaleureux.

Il reste aux analyses plus approfondies à évaluer les déclarations et retombées du Sommet de Moncton, y compris les tensions concurrentielles entre une francophonie minoritaire canadienne, derrière une belle vitrine fédérale, et le Québec francophone, trop peu visible sur les lieux. Nous nous contentons ici de porter notre attention sur un aspect général de la Francophonie au-delà des sommets officiels dont le parcours reflète, admettons-le pour être juste, les contradictions de toute organisation internationale réunissant Etats et gouvernements de profils très différents. Et nous aimerions considérer les enjeux de la Francophonie sous une lumière autre que celle des Francophones concernés par leur propre cause.

La Francophonie : une patrie culturelle face à la mondialisation ?

Moncton l'a de nouveau démontré : l'espace francophone dans le monde est un fait international, la Francophonie internationale demeure une ambition politique à accomplir et continue à démontrer des problèmes d'images. Il va sans dire que la manière avec laquelle cette ambition prend forme invite à des jugements différents, certainement à des corrections. Cependant, et même s'il faut le dire à contre-courant en dehors de la mouvance francophone, force est de constater que la Francophonie en tant que regroupement international mérite non seulement le soutien des Francophones eux-mêmes, mais également l'intérêt, voire la sympathie active des non-francophones soucieux, eux aussi, de préserver la pluralité des cultures dans le monde.⁵ La bonne entente des Francophones entre eux est une chose, mais la formation d'un « groupe de pression » actif, doté de moyens institutionnels, politiques et financiers, en est une autre. Les Francophones ont intérêt à se doter de structures internationales efficaces pour pouvoir peser de leur poids dans le jeu de la politique internationale, afin que le monde de l'avenir ne reste pas semblable à celui d'aujourd'hui : en d'autres termes, que la « mondialisation » n'écrase pas la richesse des autres identités culturelles minoritaires, et que les différentes formes identitaires ne tournent pas au provincialisme chauvin.

La Francophonie peut donc être considéré comme un effort, le seul peut-être, pour relativiser le « village global », à savoir la mondialisation à saveur américaine, même si elle n'est pas non plus toujours à la hauteur des valeurs

5 Voir I. Kolboom : « Von der Frankophonie zur 'Frankologie'. Ein Gegenstand der internationalen Politik und Kultur sucht seine Bestimmung », dans : Peter R. Weilemann et al., *Macht und Zeitkritik*, Festschrift für Hans-Peter Schwarz zum 65. Geburtstag, Paderborn 1999, S. 559-572.

prêchées par elle-même. Et si cet effort doit être pris au sérieux, malgré toutes sortes de critiques qu'on puisse y apporter, c'est grâce en particulier au rôle des pays-clé de la Francophonie, dont la France, le Canada et le Québec figurent au premier rang. La mondialisation marquée par l'univers américain semble inévitable, mais celui-ci mérite une résistance intelligente continue. De plus, le danger double réside à la fois dans le mauvais mimétisme du modèle américain et dans le risque que le rouleau compresseur américain puisse provoquer des fondamentalismes ethno-identitaires en éveillant la peur de perdre orientations et identités. La mondialisation risque donc de provoquer des réactions qui sont même loin d'être à la hauteur d'une médiocre mondialisation à l'américaine.

Dans ce sens, même dans l'optique du non-francophone, la Francophonie peut contribuer à renforcer des identités qui sont à la fois partielles et globales, qui sont donc à même de promouvoir la « santé identitaire » des hommes, sans perdre l'ouverture sur le monde. Autrement dit : elle peut contribuer à l'affirmation identitaire, sans retomber dans le piège des mesquineries et des petitesse mentales et nationales. En effet, comment mieux définir la Francophonie que comme cette communauté internationale particulière dont les membres ont pour référence commune la langue et la culture françaises, tout en développant leurs propres références linguistiques et culturelles donc identitaires. Autrement dit : comparée à d'autres systèmes internationaux, la Francophonie est marquée par un fonds d'options culturelles originales qui cependant ont été complétées dès les années 1980 par un surplus d'options politiques « classiques » ; elle peut constituer de ce fait le fondement indispensable à une « patrie culturelle multipolaire ».

Ainsi que l'écrivit le philosophe allemand Hans Meier dans un essai critique sur le « *One World* » : « Plus le monde devient uni et uniforme, plus grandit le besoin de *Heimat*, le désir de conditions saisissables et vivables »⁶. L'espace francophone représentant une sorte de *Heimat* culturelle commun offrant aux individus respectifs de réels moyens d'identification, n'est-il pas un essai lui aussi, pour recréer des conditions saisissables et vivables, autrement dit, eu égard des États francophones ou partiellement francophones, d'opérer une sorte de « correction régionale » du *One World*, ce village global à l'américaine ?

De plus, malgré ses évidents défauts politiques et institutionnels, malgré ses difficultés à transmettre de façon rationnelle sa Raison d'être aux « allophones » et malgré les pronostics pessimistes concernant « le choc des civilisations »⁷, force est de constater que la Francophonie continue à exercer, pour des raisons diverses, une incontestable attraction sur les individus

6 H. Maier, « Wer von Europa spricht, hat nicht mehr unrecht », *Frankfurter Allgemeine (FAZ)*, 13.1.1997, p. 43.

7 Cf. S. P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 3, 1993, pp. 22-49; id., *Le choc des civilisations*, Paris 1997.

et les États francophones ou partiellement francophones, eux-mêmes répartis dans des cultures aussi différentes que les cultures euro-occidentale, africaine, asiatique, islamique, orthodoxe, latino-américaine. Entre-temps, d'autres États du monde se regroupent sur le modèle de la Francophonie pour former des sortes de macro-régions, tels les États de langue portugaise qui, en 1996, fondèrent une « Communauté lusophone » en contact avec la Francophonie,⁸ ou, *in statu nascendi*, les États hispanophones, qui commencent à se profiler dans la même voie.

Par contre, cette transition-modèle de l'espace francophone vers une mouvance politique internationale ne doit pas non plus nous dissimuler le rapport de forces en vigueur sur notre planète. Le monde francophone, ainsi que ses principaux acteurs nationaux, se trouvent dans une nette position de défense, disons même de retrait progressif. La Francophonie elle-même ne fut-elle pas, dès ses propres débuts institutionnels, d'abord un instrument de défense ? Mais, qui se trouve en position de défense se doit de réfléchir à la manière d'améliorer sa position stratégique, son impact politique et son image sur la scène internationale. La déception du Sommet de Moncton fut d'autant plus grande que la communauté francophone réunie en ce lieu était loin de se pencher sur des enjeux pareils. Et, un certain nombrilisme allait de pair avec un aveuglement total envers une stratégie d'alliance dont la référence est la pluralité des cultures dans le monde.

Considérant que la Francophonie en tant que telle n'est pas en soi une fin, mais qu'elle est avant tout le moyen permettant de protéger la pluralité des cultures, pluralité qui s'étend de la tradition orale aux inforoutes, et considérant qu'une Francophonie repliée sur elle-même, avec ou sans euphorie, ne sert guère à une telle stratégie, il nous semble opportun de présenter quelques réflexions à ce sujet, formulées par un non-francophone qui lui-même ressent le besoin d'une telle réflexion, sans pourtant se considérer comme un « harki » de la Francophonie.

Elargir la marge de manœuvre francophone et allemande

Du côté de la Francophonie, il faudrait repenser le rapport de forces et pratiquer une ouverture vers l'extérieur, fondée sur des alliances. Mais, vu les faiblesses institutionnelles de l'OIF, une telle stratégie ne peut guère être mise en avant par un Sommet francophone quelconque ou par un secrétaire général vivant ses problèmes d'image. Ce serait aux grands acteurs nationaux de la Francophonie de revenir sur leur nombrilisme francophone. Prenons le cas de la France. Force est de constater que le rôle de la France dans le monde ne se réduit pas à « sa » zone francophone. Aux pessimistes de

8 „Portugiesischsprachige Länder gründen eine Gemeinschaft. Nach dem Vorbild von Commonwealth und Frankophonie“, *FAZ*, 18.7.1996 ; voir tout particulièrement Y. Léonard, *La lusophonie dans le monde. Dossier la Documentation Française*, No. 803, 22.5.1998.

dire que cette dernière a déjà perdu sa place stratégique dans les coordonnées de la politique étrangère de la France pour y garder une fonction de « réserve » ; le sort institutionnel de la Francophonie dans les structures successives gouvernementales ainsi que l'attitude par trop nostalgique de ceux qui la défendent, risquent de leur donner raison. Et ne peut-on pas soupçonner que, sans être poussée par les activités concurrentielles du Canada et du Québec dans la Francophonie internationale, la France afficherait parfois un profil plus bas dans sa propre attitude francophone sur le théâtre international ?

Quoi qu'il en soit, la zone d'influence de la France est loin de se réduire à celle des partenaires francophones. La France est tout d'abord une puissance européenne, et son système de référence demeure la politique européenne dans le cadre de l'Union européenne. Elle a d'autres partenaires puissants non-francophones, notamment l'Allemagne et les États-Unis, dont la culture et la langue peuvent même entrer en concurrence avec ses ambitions francophones affichées. Dans le cas de son allié américain, on peut aller jusqu'à parler du danger par excellence en ce qui concerne la pluralité culturelle du monde. Ou prenons la zone d'influence du Canada, dont la « continentalisation » en fit le partenaire le plus proche des États-Unis, avec toutes les conséquences d'un voisinage pareil. Pour le Québec, dernier garant de la francophonie nord-américaine, rappelons tout simplement que son deuxième partenaire commercial après les États-Unis n'est ni la France ni un autre pays francophone mais l'Allemagne, cette dernière alternant avec la Grande-Bretagne.

Mais revenons au cas de la France car elle nous est si proche, à nous autres Allemands. Elle est le partenaire le plus proche et le plus familier de l'Allemagne, et inversement. La coopération franco-allemande figure parmi les partenariats transnationaux méritant toujours un prix d'excellence. Cette coopération, noyau de la construction européenne dès les années 1950 et couronnée par l'historique Traité de coopération franco-allemande, signé en 1963 par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, a fini par marquer tous les niveaux des relations des deux sociétés civiles, allant du sommet politique jusqu'aux écoles, en passant par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (qui a promu les échanges de plus de six millions de jeunes), l'armée, les municipalités, les associations, les régions et les *Länder*, et toute une panoplie d'instances intermédiaires. Elle est le premier ingrédient de la recette de coopération européenne et sert de modèle à la coopération franco-québécoise à la fin des années 1960.⁹ Entre les deux gouvernements et les

9 Parmi la multitude des livres sur la coopération franco-allemande, notons comme ouvrages d'initiation H. Ménudier (sous la direction) *Le couple franco-allemand*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, Paris 1993 ; Laurent Leblond, *Le couple franco-allemand depuis 1945*, Paris 1997. Voir aussi G. Ziebur, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*, Stuttgart 1997.

ministères respectifs s'est établie depuis les années 1960 une véritable culture de consultation institutionnalisée – malgré toutes les réserves qu'on peut avoir envers la « langue de bois » franco-allemande, d'ailleurs assez proche d'une certaine langue de bois des sommets francophones. Nous échangeons même des diplomates. La chaîne culturelle européenne ARTE est une chaîne franco-allemande, avec TV5 la seule chaîne transnationale dans le monde, donc une vraie contribution au concept d'un monde culturel pluriel.

Mais jusqu'à maintenant, cette sphère franco-allemande, qui est en réalité tout un univers, et la Francophonie sont deux mondes parallèles, voire deux solitudes en soi. Et, en dépit de la place privilégiée de la sphère franco-allemande dans les univers allemand et français, l'Allemagne demeure toujours fermée aux activités francophones de la France, plus encore à la Francophonie multilatérale qu'elle soit politique ou culturelle. Il devrait être par conséquent permis de se demander pourquoi on ne pourrait pas rapprocher ses deux mondes solitaires ? La logique propre de la coopération franco-allemande dispose en effet d'un potentiel de contact et de coopération avec la Francophonie internationale, par le biais de la France et du franco-allemand, au moins au même degré que le potentiel francophone de la Pologne (statut d'observateur), ne parlons pas de l'Albanie, de la Bulgarie ou de la Moldavie, également membres de la Francophonie. Serait-il vraiment absurde de réfléchir à une coopération, même partielle, entre deux chaînes de télévision dont l'existence même est un plaidoyer pour un univers pluriculturel, c'est-à-dire entre ARTE, chaîne culturelle franco-allemande européenne, et TV5, unique chaîne francophone internationale ? N'y a-t-il pas déjà une coopération entre ARTE et Télé-Québec ? Nous avons déjà des diplomates allemands travaillant au Quai d'Orsay et des Français travaillant au *Auswärtiges Amt*. Ne serait-il pas imaginable de les faire travailler ensemble sur les dossiers de la Francophonie internationale, voire d'envoyer un observateur allemand officiel au prochain sommet francophone ?

La méconnaissance allemande, alliée du nombrilisme francophone

S'il n'y rien d'acquis dans cette voie, nous sommes tenus de souligner le désintérêt évident, de la part des responsables français en matière de Francophonie internationale, à élargir leur vision de mouvance francophone vers un allié comme l'Allemagne et la coopération franco-allemande. Cependant, cette attitude est entièrement confirmée par le désintérêt et la méconnaissance des Germanophones envers la Francophonie. Tout en s'intéressant à la France, au franco-allemand, ou à d'autres pays francophones tels le Québec, les Allemands francophiles ou militants dans la cause franco-allemande n'éprouvent guère d'intérêt pour la mouvance francophone internationale.

Dans la communauté scientifique allemande, la Francophonie est surtout l'affaire des littéraires et des linguistes spécialisés dans la littérature et les

langues romanes, notamment francophones. Vu le profil traditionnellement philologique de cette communauté initiée, la Francophonie politique se trouve hors du champ d'intérêt de cette dernière. Le caractère purement philologique de ce prisme, par conséquent, a donné à la Francophonie en Allemagne, parmi ceux qui en ont une certaine idée, la réputation de quelque chose essentiellement littéraire et linguistique ; elle reste une francophonie qui prend un « f » minuscule. Et encore, jusqu'aux temps présents, cette francophonie littéraire et linguistique, hélas, a été prioritairement celle d'une France hexagonale. Il suffit de scruter les plans de cours universitaires et scolaires pour voir à quel point les préoccupations philologiques en Allemagne concernent d'abord l'univers de l'Hexagone. Les quelques experts des littératures et langues des autres espaces francophones ne font que confirmer cette règle, bien qu'il importe de souligner leurs mérites. Mais eux aussi restent fidèles à leur profil littéraire ou linguistique, évitant ainsi une approche de politologue, d'historien, de sociologue, d'ethnologue ou de civilisationniste avec le monde francophone.¹⁰

Il ne faut donc pas s'attendre à une interprétation toute autre du côté des politologues, des sociologues et des historiens, leur système de référence restant lié au monde non-francophone, notamment allemand et anglo-américain. Même si elle est devenue un acteur politique dans la communauté internationale, la Francophonie multilatérale est toujours loin d'être un champ d'études dans les disciplines s'intéressant au système international en Allemagne – et ailleurs également – contrairement au Commonwealth ou à d'autres organisations de type multilatéral et régional dans le monde. La Francophonie en tant que phénomène d'ensemble ne fut guère analysée, les différents morceaux de puzzle étudiés attendant toujours d'être réorganisés à l'échelle mondiale en un ensemble culturel uni et pluriel. Il en résulte que le fait incontestable de la Francophonie internationale dans ses différentes formes d'apparition (langue, culture, institutions, politique, etc.) n'a pas donné suite, en Allemagne, à une occupation scientifique et systématique à la hauteur de son objet, à savoir à une « francologie » ou « francographie » allemande digne de ce nom.¹¹

10 Le dernier colloque de l'Association des Études francophones d'Europe Centre-Orientale (AEFECO) sous le titre „Unité et diversité des écritures francophones. Quels défis pour cette fin de siècle ?“ en témoigna (cf. l'article „Lebendige Sprachgemeinschaft. Die Frankophonie macht mobil“, *Der Tagesspiegel*, Berlin, 14.4.1998). – Mais sauvons l'honneur des exceptions parmi les romanistes allemands tels J. Riesz, „Frankophonie – französische auswärtige Sprach- und Kulturpolitik am Beispiel Afrikas“, *Frankreich-Jahrbuch 1989* (Dossier relations internationales), Opladen 1989, pp. 115-130 ; W. Ch. Sarcher, *Über Ideal und Wirklichkeit der Frankophonie. Eine Untersuchung zum Verhältnis und zur sprachlichen Zusammenarbeit zwischen Québec und Frankreich*, Bochum 1994 (Kanada-Studien 18) ; Dorothea Rutke, „Die institutionalisierten Frankophonien im subsaharischen Afrika“, *Grenzgänge. Beiträge zu einer modernen Romanistik*, No. 5, 1996 (Leipzig), pp. 105-125.

11 D'ailleurs, la seule chaire universitaire allemande portant officiellement le nom de

Mais si en Allemagne, la Francophonie politique est loin d'évoquer la moindre idée de mouvement intergouvernemental et multilatéral dans le tissu des relations internationales, comme le confirment exceptionnellement les pages « culture » du grand quotidien *Frankfurter Allgemeine*¹², il ne faut pas chercher la cause d'une telle perception sélective dans le seul refus allemand de reconnaître une Francophonie en dehors de son champ culturel d'origine. La Francophonie politique y est pour quelque chose, car son propre discours et sa propre attitude exercent un effet dissuasif sur le monde non-francophone, notamment allemand. Cet effet dissuasif, il importe donc de l'analyser plus précisément.

Ceux qui, dans le monde francophone, en particulier en France, mais aussi au sein de la nouvelle Organisation internationale de la Francophonie, s'occupent de la Francophonie, qu'elle soit culturelle ou politique, sont aussi généralement des acteurs, des agents ou des porte-parole de la cause francophone. Il en résulte, souvent parce qu'ils agissent dans l'intérêt de leur politique, un discours partisan et militant à l'adresse de leur propre communauté ; ce qui mène facilement à un esprit de « chapelle », qui s'intéresse plus à son propre fonctionnement et à son propre « rayonnement » qu'à la perception qu'en ont les autres.

Autrement dit, la Francophonie internationale souffre de l'engagement de ses propres promoteurs. Même dans la communauté universitaire francophone, on assiste à une attitude qui n'est pas marquée par la même objectivité qu'on réserve à d'autres sujets de recherche.¹³ Les auteurs-chercheurs, francophones subissant les contraintes de leur engagement pour la cause francophone, ont tendance à éviter une analyse à laquelle certains conflits internes dans la mouvance francophone mériteraient bien d'être exposés.¹⁴ Les publications qui en résultent ne sont guère aptes à susciter l'adhésion d'un public non-francophone, même si ce dernier fait preuve de sympathie pour la cause francophone.

« Francophonie » dans sa dénomination et vouée entre autre aux études interdisciplinaires de la Francophonie internationale ne fut fondée qu'en 1994 à l'Université Technique de Dresde, en ex-Allemagne de l'Est.

12 Cf. J. Altwegg, „Die Zukunft der Sprache liegt jenseits der Grenzen“, *Frankfurter Allgemeine (FAZ)*, Francfort/Main, 3.10.1987 ; J. Hanimann, „Kostümwechsel des Universalen. Zu Begriff und Politik der Frankophonie“, *FAZ*, 7.6.1994 ; M. Hanfeld, „Force de Television. Sender der Frankophonie : TV5 bekommt ein neues Programm“, *FAZ*, 19.02.1998.

13 Notons par contre les rares exemples, issus de plumes québécoises d'ailleurs, dont nous recommandons la lecture à nos étudiants allemands : F.-P. Le Scouarnec, *La Francophonie* (note 3), et M. Tétu, *Qu'est-ce que la Francophonie ?* (note 3).

14 Par exemple les conflits entre l'ACCT (Agence de la Francophonie) et le sommet francophone dont l'issue a été de soumettre la logique « supranationale » de l'ACCT à la logique intergouvernementale du sommet francophone dans une nouvelle hiérarchie pyramidale de la Francophonie internationale, consacrée au sommet de Hanoï fin 1997 et mise en vigueur depuis.

Face à un tel discours francophone en vase clos, la communauté allemande hésite entre trois réactions : elle l'ignore pour des raisons de barrières linguistiques ou – si ce n'est pas le cas – elle en sourit ou le rejette. Dans tous les cas, elle a du mal à le comprendre. Et ce d'autant plus que le discours francophone ne vise pas une rationalité politique générale ; il fait plutôt appel à des valeurs culturelles spécifiques, difficiles à traduire dans un autre système de références politico-culturel. On pense à l'appel aux « valeurs universelles » d'une France républicaine, à « l'humanisme intégral » propre à la Francophonie, à « la solidarité entre les peuples francophones », à l'appel à la « défense de la langue française », accompagné d'un geste accusateur à l'encontre de « l'hégémonie américaine » et d'une mondialisation présentée comme cheval de Troie de ladite hégémonie.

Tout ce « roman de la Francophonie » demeure donc perçu de façon plutôt négative ou réprobatrice. Ce qui aggrave le mauvais climat de communication entre la Francophonie et le monde germanophone, c'est cette absence d'effort de transparence et de « traduction » de la part d'un monde francophone considéré comme nombriliste, et sous-estimant ses propres forces. Ce fait est regrettable en soi. Mais au-delà de ce constat, on peut déplorer que ce comportement gâche des occasions d'alliances entre l'Allemagne et le monde francophone, alliances dont les deux partis auraient plus besoin qu'ils ne le pensent.

Un tel climat « dissuasif » ne donne en tout cas nullement aux experts allemands le droit d'y contribuer d'avantage. L'approche universitaire se doit d'être non-partisane et non-militante, et le fait d'un « mur culturel » quelconque appelle plutôt à être surmonté. Certes, la mouvance francophone est un enjeu, surtout quand elle s'écrit avec un « F » majuscule, mais il n'en reste pas moins qu'elle est un fait, une donnée dans la politique internationale. Cette donnée mérite autant de recherches que le Commonwealth, l'OCDE, le GATT/OMC, l'ALENA ou d'autres organisations internationales.

Option pour une approche scientifique : une « francologie » allemande?

Représentant un courant minoritaire de la « Franco-Romanistique » allemande, à savoir la branche civilisationniste, et étant également du côté de ceux qui pratiquent l'histoire politique du monde francophone, nous aimerions reprendre l'initiative de Paul Painchaud et de Gérard Charpentier des années 1970 et 1980 pour une étude scientifique de la Francophonie.¹⁵ Ceci afin de donner une nouvelle option à la Francophonie, la seule à valoriser le

15 Cf. P. Painchaud : « Pour une étude scientifique de la Francophonie », Institut Canadien des Affaires Internationales, Bureau d'Information sur la Francophonie du Centre Québécois des relations internationales (ed.) *Communautés francophones 1970-1972* ; G. M. Charpentier, *Les peuples francophones dans le monde contemporain. Introduction à la francologie*, Laval (Canada, Québec) 1985.

rôle du chercheur universitaire « allophone », notamment allemand, vis-à-vis de la Francophonie que ce dernier soit politilogue ou franco-romaniste.

Écartons une première option, qu'est la Francophonie partisane et militante, ainsi qu'une deuxième, qu'est la réduction de la Francophonie à sa seule dimension philologique c'est-à-dire littéraire et linguistique. Nous plaçons quant à nous pour une étude générale réalisée sur le monde francophone comme un « monde mixte ». Cette troisième option vise une approche scientifique de la Francophonie, qui peut être, d'après Gérard Charpentier, socio-culturelle, socio-économique, socio-politique, historique, géographique, ethnologique, etc. D'ailleurs, bien des années avant le premier sommet francophone, Paul Painchaud parlait déjà de la Francophonie comme d'un « système mixte » composé de communautés dont les acteurs différents agissent les uns à côté des autres et dont les acteurs étatiques n'abandonnent pas leur propre rôle dans les relations internationales. Painchaud complète le terme de « système mixte » par celui de « communauté de sécurité culturelle » anticipant ainsi une signification politique telle qu'elle est discutée et mise en vigueur depuis les années 1990.

Indépendamment du réel effectif et du réel avenir de la Francophonie, de nouveaux sujets pour les études civilisationnistes et pour les sciences politiques émergent, avec leurs « *area studies* », « *system studies* », etc. Une telle approche pourrait valoriser des champs d'analyse classiques ou nouveaux dans les études des relations internationales à l'exemple de la Francophonie. Nommons l'étude des différents systèmes politiques et de leur « réseautage », l'analyse des interdépendances entre les États-membres et les sociétés respectives, ainsi que l'étude de l'effort francophone à l'échelle mondiale pour établir une macro-région culturellement inspirée comme puissance régionale dans les relations internationales, visant à contrebalancer les enjeux de la mondialisation et de l'éparpillement. Citons-en quelques approches en détail :¹⁶

- la Francophonie en tant que « réseautage » transnational, composé de différents acteurs par delà le niveau gouvernemental, entre États de cultures différentes mais avec un dénominateur culturel commun ;
- la Francophonie en tant que constellation d'États particulière, comme macro-région d'inspiration culturelle et comme (sous-)système régional ;
- la Francophonie en tant que facteur d'influence sur la politique extérieure et les institutions de politique extérieure des États francophones (en particulier de la France, du Canada, du Québec ainsi que des États africains francophones) ;

16 Nous étudions par la suite la Francophonie à travers le champs d'étude pour la politique internationale présenté par Werner J. Patzelt, *Einführung in die Politikwissenschaft. Grundriß des Faches und studiumbegleitende Orientierung*, Passau 1992, pp. 160ss., 164ss., tout en modifiant les propositions de Patzelt.

- la Francophonie en tant qu'indicateur des facteurs de détermination intérieurs et extérieurs de la politique extérieure de ces États et de leurs décideurs ;
- la Francophonie en tant que politique de sécurité, d'alliance, de développement, de commerce ou de technologie des États qui affichent leur appartenance à la Francophonie ;
- la Francophonie en tant que partie de la structure fondamentale du système international et de son devenir, du régime colonial au régime post-colonial ;
- la Francophonie en tant qu'exemple d'une sorte de fédération ou de régionalisation transnationales et comme réplique à la fois à la mondialisation et à l'éparpillement ;
- la Francophonie en tant que mouvance transnationale, sujet de conflit entre une logique intergouvernementale (sommet francophone) et une logique « supranationale » (ACCT).

Quel rôle pour l'Allemagne dans la Francophonie ? Une stratégie à l'avantage de chacun

Voici une proposition qui pourrait servir de pont de compréhension entre l'Allemagne et l'espace francophone. Et transformer la Francophonie en un champs de recherche spécialisé dans différentes disciplines universitaires allemandes impliquerait en effet de rapprocher l'Allemagne à cette nouvelle perspective francophone, à la mise en valeur de la Francophonie, notamment – pourquoi pas – en tant que complément de la sphère franco-allemande.

Une liaison entre l'Allemagne et la Francophonie ? La question paraît moins absurde quand on rappelle le rôle que joue un pays comme la Pologne en tant que pays observateur dans la Francophonie. Certes, il y a des références francophones et surtout francophiles dans le patrimoine culturel polonais. Mais ne peut-on pas au même degré déceler ces références dans le patrimoine d'une histoire allemande qui a été marquée par une multitude d'anciennes puissances et régions germanophones, tels la Saxe, le Wurtemberg, la Bavière, la Rhénanie, la Sarre et même la Prusse, dont l'affinité pour la culture et la langue françaises fut plus qu'évidente ? Rappelons particulièrement la présence de longue durée du français dans la culture générale allemande et dans le monde universitaire allemand, qui au XIX^e siècle généra la discipline philologique des langues romanes, nommée « Romanistik ». Mais pensons surtout au puissant facteur contemporain qu'est la coopération franco-allemande, mentionnée ci-dessous, initiée par la réconciliation exemplaire de la France avec son voisin allemand après plusieurs guerres fratrici-

des, coopération qui, en 1993, a même fini par s'élargir à un « triangle » incluant la Pologne, appelé le « triangle de Weimar ».¹⁷

Il est vrai qu'une telle stratégie exigerait certaines conditions préalables. Tout d'abord, l'Allemagne et les autres pays de langue allemande ont encore à développer l'envie et la volonté de « découvrir » la Francophonie internationale et de prendre cette dernière et ses principaux acteurs plus au sérieux. Mais pour mieux faciliter une telle évolution les promoteurs de la Francophonie, dont la France en priorité, ont encore à effectuer quelques changements qui, partiellement, rejoignent certaines pensées mentionnées ci-dessous :

- que le discours francophone soit moins « francophoniste » et moins nominaliste, et qu'il s'ouvre plus aux non-francophones bienveillants à son égard. L'esprit de chapelle ne peut pas être la raison d'être de la Francophonie ;
- que la Francophonie rompe avec un certain discours anti-américain, pour considérer l'Amérique plutôt comme un partenaire, certes inégal et compliqué, mais inévitable. Toute sorte de diabolisation n'est que l'envers d'une fascination non-maîtrisée ;
- que l'auteur-chercheur francophone ose se détacher des contraintes que lui impose sa propre cause et qu'il tente d'analyser cette dernière, ainsi que ses conflits internes, avec une plus grande rigueur d'esprit ;
- que la France notamment relativise sa stratégie de Francophonie internationale, perçue jusqu'à présent comme outil de *Weltpolitik* à la française et recentre en conséquence sa politique de chasse gardée en matière francophone. Qu'elle adopte plutôt une stratégie francophone de présence « douce » et de partenariat en cherchant un pont franco-allemand entre son espace francophone et son voisin allemand : qu'elle s'intéresse elle-même beaucoup plus à la richesse des cultures de l'espace francophone en dehors de son hexagone et qu'elle prenne plus de soin de la diffuser.

Il est certain que la Francophonie et ses acteurs, en particulier la France mais aussi d'autres pays francophones comme le Québec, « fief créateur » de la francophonie nord-américaine, pourraient profiter d'une telle stratégie.¹⁸ Les retombées peuvent enrichir à leur manière l'attrait du français et du monde

17 Cf. le dossier trilingue sur la coopération germano-franco-polonaise, décidée à Weimar en 1993, dans : *Dialog. Deutsch-polnisches Magazin* (Revue de dialogue germano-polonais), Berlin/Gdansk, No. 2, octobre 1998, pp. 59-74.

18 Nous avons également présenté une stratégie complémentaire à trois, qui reprend des éléments des considérations ci-développées : cf. notre article : France – Québec – Allemagne : Une autre approche pour la Francophonie, dans : *ENA mensuel, no. hors série 1999: Le Québec : un défi d'excellence*, pp. 75-78. Voir également notre conférence « France – Québec – Allemagne : Une nouvelle approche pour la Francophonie et les conditions de succès d'une coopération interrégionale Québec-Allemagne », Conférence à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda, 7.9.1999, Internet <http://www.aieq.qc.ca/kolboom2.htm>.

francophone dans les pays non-francophones, notamment germanophones, et renforcer ainsi une philosophie d'enseignement plurilingue en dehors de la Francophonie elle-même. La germanophonie en profitera finalement au même degré : car à l'heure d'une nouvelle Union Européenne élargie à l'est, il importe de voir que la survie d'une deuxième langue vivante à côté de l'anglais en Europe, comme langue obligatoire dans l'enseignement public, ne peut être assurée par une concurrence entre le français et l'allemand au détriment de l'une ou de l'autre. Sa survie est une question d'alliance entre les deux. Tout égoïsme national se révélerait suicidaire.

C'est ainsi que des pays comme la France et l'Allemagne, tout en s'alliant avec d'autres partenaires comme le Québec, peuvent contribuer à un processus de « correction » culturelle des effets de la mondialisation. Tous les deux, chacun à sa manière, sont engagés dans une voie exemplaire équilibrant affirmation identitaire et ouverture sur le monde. Rappelons à ceux qui risquent de l'oublier que nous sommes tous les membres d'une culture mondiale riche en soi, et qu'il importe de faire valoir son caractère pluriel contre une mondialisation uniforme, sans inciter à l'atomisation ou à l'ostracisme mais sans également se replier sur sa « chapelle » identitaire. Le maintien d'une telle culture plurielle et perméable à la fois est, pour reprendre le mot d'André Malraux, plus que jamais l'affaire d'une culture dont on n'hérite pas mais que l'on conquiert. Et pour une telle reconquête pacifique, le monde germanophone ainsi que le monde du « franco-allemand » peuvent se révéler être des alliés efficaces de la Francophonie internationale au profit d'une culture européenne au-delà d'une culture *fast-food* dont les Américains, d'ailleurs, ne sont pas les seuls propriétaires. Mais il importe que les intéressés soient réellement intéressés et qu'ils observent trois conditions :

- 1) Une plus grande compréhension des différents axes de coopération ;
- 2) Une plus large ouverture de chacun de ces axes de coopération envers l'autre ;
- 3) Une complicité plus généreuse dans les choix et les orientations culturelles, économiques et même politiques d'une nouvelle coopération.